

ETUI Bruxelles 29 juin

Que penser et que faire des travaux de la « commission Stiglitz » lorsqu'on appartient à la « société civile organisée » ? Comment les syndicats peuvent-ils s'en emparer ?

Un point de vue personnel s'inspirant des analyses du collectif FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) et d'un texte rédigé avec Dominique Méda et disponible en ligne.

Jean Gadrey

Les travaux de la CS ne sont pas terminés, de sorte que **ce point de vue s'appuie sur ce qui est connu fin juin, et notamment sur un rapport résumé provisoire mis en ligne le 2 juin. Le collectif FAIR a déjà publié de premières réactions et va continuer à le faire après une conférence de presse (co-organisée avec des syndicats et des ONG) qui aura lieu mercredi prochain à Paris.**

1. Les avancées de la commission Stiglitz

Les pages de ce rapport consacrées, au chapitre 1 (« Question classiques sur le PIB »), à la critique du PIB (lorsqu'on l'assimile à un indicateur de progrès) doivent être saluées, même si cela n'est pas nouveau, car lorsqu'un aréopage d'économistes de haut vol dit cela, c'est pour nous une reconnaissance, voire **un tournant historique**. De façon générale, ce chapitre contient des avancées appréciables pour la reconnaissance de thèses que nous défendons depuis longtemps sur les insuffisances du PIB comme repère de progrès et sur certaines réformes possibles des comptes nationaux. Je ne reviens pas sur ces limites (intervention de DM)

Parmi les autres points positifs, signalons : **une assez forte présence de la question des inégalités et de l'insécurité économique et sociale** (y compris pour mieux cerner des effets cumulatifs sur certaines personnes ou certains groupes sociaux), aussi bien dans le chapitre 1 que dans le 2 (Qualité de vie), mais pas dans le 3 (Développement durable) ; **l'insistance à diverses reprises sur des enquêtes de budget temps plus systématiques et plus fréquentes** dans tous les pays ; **le souci de mieux valoriser (monétairement ou non) le non marchand et le non monétaire, les services publics et leurs contributions**. La notion de « dépenses défensives » fait l'objet d'appréciations positives (il s'agit de situations où des activités qui augmentent le PIB correspondent à de pures réparations de dégâts occasionnés par d'autres activités qui augmentent le PIB...).

Au total, il y a du grain à moudre et **des avancées dans ce rapport. Mais il y a aussi de fortes limites**, à la fois dans le contenu et dans la méthode.

2. Un résultat encore décevant, qui n'est pas à la hauteur des grands enjeux de ce début de siècle

Partons de cet excellent constat public de Joseph Stiglitz : nos instruments de mesure actuels, notamment le PIB et sa croissance, nous ont rendus presque aveugles. Ils nous ont fait croire que la vive croissance américaine des dix dernières années devait être copiée partout, alors que c'était « un mirage » et qu'elle « n'était pas soutenable ». Ni sur le plan financier et économique, on l'a vu, ni sur le plan social (la majorité des Américains a en réalité connu une décennie de stagnation ou de déclin), ni sur le plan

environnemental (tous les indicateurs physiques montrent un dépassement des seuils d'alerte). Les indicateurs économiques dominants nous trompent en ne nous envoyant pas les signaux permettant d'agir et de prévenir à temps les crises majeures, ils ne nous disent rien du bien-être durable, des inégalités, de la pression environnementales, etc. Il en faut d'autres pour cela.

Avec un tel constat, qui rejoint les nôtres, nous espérons des conclusions fortes en faveur d'indicateurs d'alerte permettant par ailleurs de fonder et de suivre les réorientations urgentes des politiques nationales et internationales. Nous n'y sommes pas encore. Commençons par les deux domaines qui occupent le plus de place dans le rapport. D'abord, au chapitre 1, les extensions et révisions du PIB pour mieux mesurer un revenu disponible net¹ voire un revenu global (« full income ») intégrant le travail domestique ou les loisirs. Puis, au chapitre 3, la proposition d'un indicateur phare de « développement durable national » inspiré de celui de la Banque mondiale : l'épargne nette ajustée (ENA).

Extension du domaine de la monétarisation

Qui peut penser qu'en remplaçant le PIB par un indicateur (certes meilleur, donc recommandable, par exemple pour certaines comparaisons internationales) de revenu disponible net, on sera moins aveugle en cas de risques de crises graves ? En quoi son utilisation en 2007 et 2008 aurait-elle permis d'y voir plus clair sur les dangers ? En rien, parce que les risques se sont accumulés hors de la zone d'observation de la comptabilité nationale. Il faudrait donc déjà réfléchir, pour les mettre en avant, à des indicateurs de risques économiques et financiers majeurs.

Posons-nous les mêmes questions pour l'indicateur lui aussi monétaire de revenu global ou « full income ». Les réponses sont identiques. Et pour les indicateurs suggérés de richesses patrimoniales diverses ? Mêmes réponses. **Pourquoi cette impuissance**, que l'on retrouvera avec l'ENA ? **En raison selon nous de l'insistance sur la monétarisation comme seule méthode vraiment satisfaisante pour ces économistes.** La très juste critique du PIB nous rendant aveugle n'est pas allée jusqu'à une critique des limites de la comptabilité nationale monétaire, en réalité impuissante à intégrer des problèmes POUR LESQUELS ELLE N'A PAS ÉTÉ CRÉÉE.

L'ENA, ou l'Estimation Non Adaptée, issue de travaux de la Banque Mondiale

Elle est définie ainsi : c'est la somme de la variation du capital « produit » par les activités économiques, des dépenses d'éducation (censées approcher l'augmentation du capital humain), d'où l'on déduit la consommation (pertes) de certaines ressources naturelles (fossiles) ainsi qu'une estimation des dommages liés aux émissions de gaz carbonique. Tout est évalué monétairement. On utilise à cet effet des prix souvent fictifs issus de modèles aussi sophistiqués que contestables. On est censé suivre un sentier de développement

¹ La commission écrit en substance ceci : Dans un monde de globalisation, il y a de grandes différences entre le revenu des citoyens d'un pays et les mesures de la production (PIB) dans le pays. La première notion est plus proche du bien-être économique des citoyens, car certains revenus sont envoyés à l'étranger et certains résidents reçoivent des revenus de l'étranger. Il serait préférable de mettre l'accent sur le revenu disponible net. Par exemple, en Irlande, il ne représente que 75 % du PIB.

durable tant que l'ENA est positive, puisque alors le bilan de la richesse élargie est celui d'une progression.

Un tel indicateur, survalorisé par la commission comme hypothèse à creuser, 1) est incompréhensible par d'autres citoyens que des économistes appuyés sur leurs modèles ; 2) ne reflète pas les grands enjeux du développement durable, alors qu'il ne prend en compte ni les seuils écologiques critiques (il admet la substituabilité des différents capitaux) ni les questions d'inégalité et de pauvreté ; 3) est donc incapable d'influer sur les décisions politiques (pensons à Copenhague).

Certes, pour cet indicateur, on nous explique qu'avec des méthodes encore plus sophistiquées, mais pour l'instant au stade de la recherche, on pourrait surmonter des faiblesses actuelles reconnues. Ces faiblesses aboutissent à ce que les Etats-Unis et la Chine ont, avec cet indicateur, d'excellentes performances en matière de développement durable ! Cette proposition d'amélioration radicale nous semble, elle aussi, illusoire. Elle est, de plus, dangereuse, en nous éloignant des indicateurs d'alerte vraiment utiles pour d'autres politiques de durabilité.

Nous ne sommes pas hostiles, pour des politiques bien spécifiques (par exemple pour fixer des coûts de réparation ou des taxes), à certaines évaluations monétaires conventionnelles de dommages environnementaux actuels ou prévisibles, bien que ce soit d'une grande fragilité, comme le montrent les débats scientifiques en cours sur une probable et forte sous-évaluation, dans le « rapport Stern », des dépenses nécessaires pour éviter une catastrophe climatique.

De quoi les citoyens et les décideurs, de préférence associés, ont-ils d'abord besoin pour prendre des mesures individuelles et collectives sur les questions écologiques les plus vitales ? Ils ont besoin de savoir avant tout si leur production, leur consommation, leurs rejets et leur mode de vie utilisent des ressources naturelles (y compris le climat) dans des limites compatibles avec les capacités de la nature à fournir ces ressources et absorber leurs pollutions et rejets. De tels indicateurs ne sont pas du ressort des économistes mais de disciplines multiples mises en mouvement en relation avec les organisations de la société civile et les élus. Ce sont des indicateurs *physiques* d'usage des ressources, de seuils de soutenabilité, d'émissions, etc. Comme il en existe beaucoup (pour le climat, l'eau, les terres cultivables, les forêts, les pollutions de l'air et des sols, la biodiversité animale et végétale, les ressources fossiles, etc.) on peut et on doit selon nous utiliser en complément un à trois indicateurs « résumés » ou synthétiques pour attirer l'attention sur la tendance globale avant de la décomposer en tendances par domaines. C'est entre autres le mérite de l'empreinte écologique, de l'empreinte eau, du living planet index (pour la biodiversité). Aucun n'est parfait, il faut donc encourager leur amélioration et des innovations, mais tous sont déjà bien supérieurs à cette construction d'économistes qu'est l'épargne nette ajustée. Or la commission dévalorise les premiers et consacre des pages au dernier.

S'agissant enfin des indicateurs de « qualité de vie » (chapitre 2), il est permis de se poser des questions sur l'accent mis sur les indicateurs subjectifs de satisfaction, d'affects ou de « bonheur ». Qu'ils fassent partie du paysage et puissent conduire à se poser des questions intéressantes est évident. Mais ils sont d'un intérêt négligeable pour la conduite de l'action publique, ils ne disent rien ou presque des conditions de vie, de santé, de travail, des « capacités » (liberté de choix de vie souhaitée sur la base de conditions objectives favorables). Ils ne peuvent pas servir à définir des critères de convergence entre pays ou des objectifs mondiaux « du millénaire ». Le rejet des

indicateurs composites par la commission est lui aussi un problème sur le plan de la sensibilisation et de la médiatisation.

3. Des regrets sur la méthode

Enfin, on ne peut que regretter le caractère très peu démocratique du processus mis en place. Dans l'article publié le 22 avril 2008 dans le Monde sous le titre « Deux Nobel ne font pas le bonheur », D. Méda s'était étonnée qu'une Commission destinée à réfléchir sur les conventions qui encadrent la définition de ce que sont la richesse, le progrès et la performance des sociétés ne comprenne que des économistes, si peu de femmes (deux) et aucun représentant de la société civile : « si la Commission souhaitée par le président de la République, constituée de la fine fleur de l'élite économique mondiale se réunit en chambre pour nous délivrer sa formule magique, gageons que celle-ci, quelle que soit sa perfection technique, ne nous sera d'aucune utilité, incapable qu'elle sera de rendre visibles les malaises de notre civilisation ». Le réseau FAIR s'était précisément constitué pour rappeler à la Commission, d'une part, l'existence de travaux sur ces sujets – et la presser de prendre ceux-ci en considération – et, d'autre part, la nécessité de construire de nouvelles conventions et de nouveaux indicateurs avec la société, et c'est à cette condition que Jean Gadrey avait accepté de participer à ses travaux. Si la Commission a rencontré deux fois certains membres de FAIR en 2008, **la société civile organisée a été tenue totalement en dehors de ses discussions.** C'était pourtant une occasion tout à fait exceptionnelle de nourrir une délibération collective dont nos sociétés ont plus que jamais besoin. **C'est la critique la plus forte que FAIR porte aujourd'hui à l'égard des travaux de la Commission. Et cela ne peut qu'influer sur les résultats, qui sont décevants en l'état.**

Amartya Sen écrivait dans Le Monde du 9 juin 2009 que « le rôle des indicateurs est d'aider à porter des débats de société dans l'arène publique. Ce sont des outils pour la décision démocratique ». « C'est ce pour quoi la démocratie est faite » ajoutait-il. « Pour discuter du monde que nous voulons ». Pourtant, de débat public sur « le monde que nous voulons », il n'en a été question ni au sein, ni autour de cette Commission.

4. Que peuvent faire les syndicats ?

Je n'ai évidemment aucun conseil à délivrer ! Disons que, comme citoyen, comme membre de FAIR et comme ancien militant syndical, j'ai des hypothèses à proposer. En voici six.

A. Intervenir sans tarder, sous diverses formes, pour faire pression.

Dans l'immédiat : ne pas laisser sans réponse la pitoyable « consultation réduite », en un mois et en fin de parcours, sur un texte uniquement en anglais, le plus souvent incompréhensible, sans possibilité de connaître les réactions envoyées, comme si tout était fait pour qu'il y ait le moins possible de remarques. Voir la proposition de FAIR de réponse courte en sept points (bilingue).

Ensuite : organiser le suivi de la remise du rapport et de ce qu'en feront les politiques et les institutions. Prendre des initiatives autonomes comme celle d'aujourd'hui mais encore plus vastes. Y compris en élargissant les réseaux de cette « société civile organisée » incluant les syndicats. Obliger ainsi les institutions à « faire sortir » les débats. Médiatiser, ce qui a bien commencé en France et en Belgique.

B. Deux exigences prioritaires

Exigence 1 : pour une démocratie effective étendue, du local à l'international, en passant par les nations et l'Europe, sur ces enjeux d'avenir. Refuser la dictature des experts de profession –surtout les économistes ! - récupérée par des dirigeants trop souvent coupés des peuples.

Exigence 2 : pour des indicateurs ayant du sens, compréhensibles par tous, capables d'alerter et d'influer vite sur les comportements et les décisions, et capables de concurrencer le PIB dans la sphère politique et médiatique. Des boussoles visibles et claires, pas des usines à gaz.

C. Considérer le travail de la commission comme **un support de réflexion parmi bien d'autres**, souvent plus pertinents : CES européen, Beyond GDP (EU), Conseil de l'Europe, OCDE, PNUD, CESE français...

Travailler en partenariat avec les institutions les plus ouvertes.

D. Lier la question des indicateurs à des objectifs de transformation et à des droits à conquérir, notamment ceux dont les syndicats s'occupent prioritairement

Par exemple, porter l'exigence d'indicateurs d'inégalités diverses (dont les inégalités entre les femmes et les hommes), de précarité et d'insécurité économique, de travail décent ou indigne et de santé et d'environnement au travail, de droits du travail, de chômage. Faire pression pour que les indicateurs de développement durable n'oublient ni les composantes sociales ni les composantes démocratiques, parce qu'elles lui sont intrinsèquement liées.

Contribuer à la définition de nouveaux critères de convergence en Europe, fondés sur des indicateurs sociaux et écologiques clairs.

Exiger que les institutions statistiques consacrent plus de ressources aux indicateurs écologiques et sociaux essentiels et pour les produire bien plus vite, en cessant de privilégier la timeliness des innombrables indicateurs (de conjoncture ou de marchés) au service du business. Agir pour que ces institutions statistiques demeurent des instances indépendantes des pressions politiques, non démantelées, renforcées même, gage essentiel d'une démocratie statistique.

E. Lier les comptes nationaux du futur à de nouvelles comptabilités d'entreprises, en rupture avec la « shareholder value » et au bénéfice de comptes de la « societal value ». Il existe déjà des experts comptables qui y travaillent, ainsi que diverses organisations, afin de mettre fin au règne des « sociétés à irresponsabilité illimitée » comme le nomme une campagne européenne du CCFD « pour que l'Europe régule ses multinationales ». Dans ce cadre, des indicateurs sont indispensables aussi, et les syndicats pourraient y jouer un rôle essentiel.

F. Coopérer avec d'autres acteurs de la société civile organisée (exemple de la conférence de presse du 1^o juillet à Paris où FAIR s'exprimera avec trois syndicats et trois ONG).

Apprendre à travailler sur ces questions avec les ONG environnementales, et les organisations de l'économie sociale, les inciter à mieux croiser les problématiques sociales et environnementales, réfléchir aux inégalités écologiques (qui sont des inégalités sociales) et à leurs indicateurs, et inversement apprendre de ces organisations afin de porter des exigences

communes, pour Copenhague et d'autres grands rendez-vous, mais aussi dans les entreprises.